

**AISNE**

## Le conseil départemental victime d'une cyberattaque

Le conseil départemental de l'Aisne a été la cible, lundi, d'une cyberattaque. En une demi-heure, la collectivité a reçu 40 000 mails dont la pièce jointe était infectée par un virus. Chaque destinataire du courrier électronique était invité à payer une (fausse) facture Free pour pouvoir utiliser son ordinateur. Sans garantie évidemment. Le système de défense a, malgré tout, bien fonctionné et la cyberattaque a été détectée en une dizaine de minutes.

Pour autant, une dizaine d'agents du département a, « *de bonne foi* », précise Fabrice Cahier, le directeur des systèmes d'information du Département, ouvert le mail frauduleux, et un premier ordinateur a été infecté, propageant le virus à une douzaine de machines au total.

### Une plainte contre X devrait être déposée

Par précaution, le personnel du conseil départemental a été invité à éteindre les ordinateurs et le service informatique du conseil départemental a travaillé toute la journée de lundi et au cours de la nuit pour « *dépolluer* » le réseau. Pas moins de 150 000 fichiers ont été

« *chiffrés* », c'est-à-dire verrouillés par cette cyberattaque. « *Nous avons soumis les souches du virus à nos prestataires qui nous ont fourni le vaccin pour y répondre* », confie Fabrice Cahier. L'information a aussi, parallèlement, été remontée aux autorités pour être partagée et éviter ainsi que d'autres subissent cette attaque à grande échelle menée par des robots.

Les agents du Département ont pu retravailler presque normalement dès ce mardi matin, puis avoir accès à internet dans l'après-midi. « *Le fonctionnement du Département a été impacté pendant une vingtaine d'heures* », précise le directeur des systèmes d'information, bien loin donc des quatre jours de paralysie que le conseil général avait connus en 2012.

Si l'origine d'une telle cyberattaque est évidemment extrêmement difficile à identifier, ses auteurs mettant tout en œuvre pour brouiller les pistes, une plainte contre X devrait cependant être déposée par le conseil départemental. Le Département va également renforcer son système de prévention des cyberattaques.

**PHILIPPE ROBIN**

## LA VIE DE CHÂTEAU

Les Axonais qui habitent juste à côté de la circonscription de Jean-François Copé, autour de Meaux, devraient être infidèles à leur boulanger habituel. Ils ne devraient pas regretter en effet de parcourir quelques kilomètres de plus, pour acheter les célèbres pains au chocolat, donc pour 0,10 ou 0,15 euro, puisque telle est la vision des prix du candidat à la primaire de la droite et du centre. On dit souvent que la vie est plus chère en Île-de-France, le maire de Meaux vient de nous prouver le contraire. Allez, Mme la boulangère, une dizaine de pains au chocolat façon Seine-et-Marne, et même si ça fait grossir !

Le dessin d'Alex

# HOLLANDE PLUS FORT QUE COPÉ



LA CITATION DU JOUR

« De nos jours, en tant que policier, on essaie moins de faire respecter la loi que d'imposer des limites à peu près tolérables à l'illégalité. »

**Henning Mankell (romancier suédois)**



## Mode d'emploi

L'éditorial

de DANIEL MURAZ

Le Président a-t-il eu raison de dire cela, en matière de chômage? Que, « lui, Président », il inverserait la courbe à l'issue de son quinquennat? Les chiffres de septembre publiés hier soir par Pôle emploi et le ministère du Travail ont de quoi remonter le moral à l'Élysée, en cette rentrée crépusculaire.

Le mois dernier, le nombre de demandeurs d'emploi de « catégorie A » (sans aucune activité) a ainsi connu la plus forte baisse mensuelle depuis dix-sept ans et il faut remonter également jusqu'à 2000 pour constater un tel recul, en volume de -1,9%. Le résultat est d'autant plus remarquable que la croissance sous le gouvernement Jospin était nettement supérieure à aujourd'hui.

Ce résultat a été salué par François Hollande avec une certaine mesure hier, en notant que si cette tendance positive devait être mise au crédit de l'action de son gouvernement, mais que la bataille n'était pas terminée. De fait, ce recul du chômage

doit être analysé avec circonspection. Ne serait-ce que parce que ce « record » de septembre arrive après une très forte hausse en août. Il faudra au moins attendre quelques mois pour voir si ce yo-yo mensuel se poursuit.

Il est en revanche plus sérieux de noter qu'il s'agit du troisième trimestre consécutif de baisse et que le nombre de chômeurs de catégorie A connaît une baisse de 1,7% depuis le début de l'année. En revanche, la situation s'inverse pour les chômeurs de « catégorie B, C » (qui ont eu une activité réduite) qui voient leur nombre augmen-

**Ce recul du chômage doit être analysé avec circonspection**

ter de 28 300 personnes en septembre. Or cette tendance-là traduit une progression de la précarité du travail et des « petits boulots » nettement moins enthousiasmante.

Et pour s'en tenir aux chiffres, l'addition de toutes les catégories d'inscrits à Pôle emploi fait encore apparaître une hausse de 0,8% sur le troisième trimestre et même de 1% sur l'année. L'inversion de la courbe du chômage est, pour l'instant, tout aussi incertaine qu'une nouvelle candidature de François Hollande ■

ÉCONOMIE

# Pour la prochaine campagne betterave, il y aura un mois en plus

Avec la fin des quotas, il a été proposé aux associés coopérateurs d'augmenter, en 2017, la production de 20 %. Ils ont dit oui, et la sucrerie de Bucy s'y prépare déjà.



Grâce à l'innovation, les camions sont moins lourds, il y a donc moins d'impact sur le réseau routier.

**1 LA CAMPAGNE ACTUELLE** Si « elle est bien partie d'entrée » dicit Jean Delannoy, le directeur de la sucrerie de Bucy-le-Long (groupe Téréos), le rendement sera un peu inférieur aux années passées. « Nous avons eu un printemps humide et un peu parfois trop sec », explique son responsable betteravier, Denis Specq. « Mais nous étions sur des rendements un peu exceptionnels les années précédentes, et donc, même s'il y a une baisse, nous sommes toujours sur des rendements très

corrects ».

## 2 LES ÉCONOMIES CONTINUENT

Chaque année, le groupe Téréos, à travers ses différents sites sur la région des Hauts-de-France, multiplie les innovations ou améliorations pour diminuer les charges dans tous les secteurs. Dernier exemple qui arrange tout le monde, l'apparition des bennes grillagées pour les ensembles routiers. « Cela peut paraître un détail, explique Jean Delannoy, mais les économies sont réelles. Vous avez moins de prise au vent, et donc une économie de carburant pour les entreprises, les quarante-et-une sociétés régionales que nous faisons travailler ». Avec la diminution de la quantité de terre ramassée autour des betteraves et le tonnage des camions passé à 44 tonnes, c'est aussi moins de rotation. Et cela, les riverains apprécient.

**3 LA CAMPAGNE À VENIR** C'est un gros changement annoncé. « Jusqu'à présent, nous étions dans un système de quota pour la production de sucre, explique le directeur du site, et en France, nous étions limités à 13,5 millions de tonnes. Alors que nous avons

de tonnes. Et donc, une obligation d'importer. L'année prochaine, nous allons pouvoir produire plus et exporter. C'est un challenge que le groupe Téréos avait anticipé en créant une société spécialisée pour l'exportation. À notre niveau, nous avons sollicité nos agriculteurs, nos producteurs coopérateurs. Ils ont dit oui. » Une satisfaction due en partie à une culture, la betterave, qui est moins dépendante des conditions atmosphériques. Et le fait d'appartenir à une coopérative qui assure des débouchés. Mais, principale modification, la cam-

pagne betteravière durera un mois de plus en 2017, passant de 104 à 130 jours.

**4 LE SITE DE BUCY** Quinze personnes ont été embauchées cette année dont deux créations de poste, un pour une infirmière. Le groupe continue à travailler avec un réservoir de jeunes en alternance. Côté nuisance, l'usine doit continuer à mettre des « nez » pour repérer les mauvaises odeurs dans toutes les directions, et pas simplement du côté de Bucy-le-Long.

STÉPHANE MASSÉ

## Les principaux chiffres de la campagne et de la sucrerie

104 jours. Cette année, la campagne va durer 104 jours. Comme elle a commencé le 26 septembre, elle devrait se terminer en janvier, le 8. La variable météo jouera son jeu.

17 000 tonnes. C'est le poids des betteraves qui sont traitées quotidiennement à la sucrerie.

650. C'est le nombre de rotations de camions que la sucrerie enregistre en ce moment. Chaque camion est ultra-repéré, dans la sucrerie bien sûr, mais aussi à l'extérieur avec un numéro à quatre chiffres qui permet d'appeler la sucrerie si l'ensemble routier ne respecte pas les règles.

Entre 5 % et 6 %. C'est la tare terre, c'est-à-dire le poids en terre qui se trouve autour des betteraves. Un chiffre en continue baisse depuis plusieurs années.

182 + 65. Soit le nombre d'employés à temps complet plus les intérimaires qui sont pris pendant la durée de la campagne.



« Avec la fin des quotas, nous avons anticipé pour la production 2017. Elle sera en hausse »

Jean Delannoy, directeur du site

# La plainte des buralistes frontaliers

Pour les vendeurs de tabac axonais, la hausse des prix ne favorisera que leurs collègues de Belgique, pas la lutte contre le tabagisme. Ils se revendiquent commerce de proximité.

Une nouvelle hausse du prix du tabac, la mesure passe mal chez les buralistes de l'Aisne. Le président de leur chambre professionnelle, Jacques Héry, était lundi, entouré de collègues du Soissonnais ou du Laonnois, à Hirson. Le lieu n'était pas choisi au hasard. Pour Jacques Héry, augmenter la fiscalité du tabac, c'est agrandir « la distorsion avec nos voisins européens, la Belgique ici notamment ».

« Nous ne sommes pas opposés aux politiques de santé publique »

Jacques Héry, président des buralistes axonais

Le projet de loi de finances pour 2017, voté hier à l'Assemblée nationale, prévoit en effet que « la fiscalité du tabac contribuera à la fois à l'objectif de redressement des comptes et à des efforts d'économie ». C'est le tabac à rouler qui est cette fois concerné. Ses taxes seront alignées sur celles des cigarettes, alors qu'elles étaient jusqu'à présent plus favorables. Concrètement, 30 g de tabac à rouler pourraient donc augmenter d'1 €, selon les buralistes. Le projet de loi prévoit que la mesure rapporte près de 250 millions d'euros. Selon les buralistes



Avant de venir à Hirson, les buralistes axonais, réunis autour de Jacques Héry, sont allés faire un tour en Belgique.

axonais, le tabac à rouler représente environ 30% des ventes.

« Nous ne sommes pas opposés aux politiques de santé publique, reprend le président des buralistes axonais, nous n'avons pas envie de voir les jeunes se mettre à fumer. » Mais pour lui, la hausse des prix ne fait que peu reculer le tabagisme et profite uniquement au marché parallèle. « Aujourd'hui, on sait que plus de 27% du tabac consommé en France n'est pas vendu dans le réseau légal »,

argue-t-il, c'est-à-dire dans les points de vente mandatés par l'État. Une grande part de ce chiffre provient de l'étranger. « Le marché s'est effondré, encore plus dans notre département qu'ailleurs », continue Jacques Héry, évoquant 5 à 7% de fermeture par an dans l'Aisne.

#### Mort d'un petit commerce

Or il expose qu'un bureau de tabac qui ferme prive aussi les habitants d'autres services et d'un com-

merce de proximité. La diversification c'est d'ailleurs ce que les buralistes frontaliers attendent désormais du gouvernement : être chargés plus largement des démarches administratives et des produits « sensibles », comme les Jeux et les produits de vapotage, et favoriser leur rôle de proximité en les aidant à proposer d'autres services, comme la presse ou le relas colis.

CLAIRE MARTIN-DELOZANNE

#### LE TEMOIN



ALEXIS GASPAROUSKIN, patron du Café du Marché à Hirson

#### « Nous, on sert de dépannage »

Alexis Gasparouskin tient le Café du Marché depuis un an mais cela fait six ans qu'il est buraliste à Hirson. « Quand j'ai démarré, il y a six ans, on était quatre et aujourd'hui on n'est plus que deux. Comme les autres ont fermé, mes ventes n'ont pas baissé. Mais mon chiffre n'a pas augmenté non plus. » Pour lui, la fuite des clients en Belgique est réelle. « Nous, on sert de dépannage. J'entends souvent les clients dire : "Donne un paquet, je n'ai pas eu le temps d'aller en Belgique !" » « C'est le bar qui nous sauve, reprend-il. On a les Jeux aussi. On vend quand même du tabac mais on est obligés de se diversifier dans beaucoup de petites choses pour avoir de la clientèle. Et on ouvre plus on fait plus d'heures. » Son café est ouvert tous les jours, sauf le mercredi, de 7 h 30 à aussi tard dans la soirée qu'il y a des clients.

**AISNE****Lefèvre satisfait**

Le sénateur Antoine Lefèvre se « félicite des dernières déclarations » des ministres de l'Éducation et de l'Intérieur sur leurs dossiers. « La première semble enfin se rendre compte du dossier récurrent de non-remplacement des professeurs absents, Le second se saisit enfin de la problématique des réfugiés mineurs isolés à Calais et relevant du regroupement familial vers le Royaume-Uni. » Deux dossiers déjà évoqués en mars.

**AISNE****Le chômage en baisse de 1,8 % en septembre**

Le chômage en France n'avait jamais connu de telle baisse depuis que les statistiques sont collectées sous ce format : quelque 66 300 chômeurs ont quitté les listes de Pôle emploi en septembre, effaçant la flambée d'août et faisant repasser l'indicateur sous la barre symbolique de 3,50 millions. Cette tendance à la baisse se retrouve dans l'Aisne où le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établissait à 37 009 personnes à la fin du mois de septembre. Un chiffre en diminution de 0,5 % sur trois mois, de 1,8 % sur un mois et de 1,5 % sur un an. Fin septembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établissait à 376 998 personnes dans les Hauts-de-France.

SOCIAL

# Très forte baisse du chômage

La France est repassée en septembre sous la barre des 3,50 millions de demandeurs d'emploi.

Le chômage n'avait jamais connu de telle baisse depuis que les statistiques sont collectées sous ce format: quelque 66 300 chômeurs ont quitté les listes de Pôle emploi en septembre, effaçant la flambée d'août. En volume, il s'agit de la plus forte baisse mensuelle depuis 1996, aussi loin que remontent les séries longues du ministère du Travail. En pourcentage (-1,9%), il faut remonter à novembre 2000 pour retrouver une plus forte baisse. « Notre politique économique porte ses fruits », s'est immédiatement réjoui le Premier ministre Manuel Valls dans un tweet, appelant à « poursuivre » l'effort.

Fin septembre, l'opérateur public a recensé 3,49 millions de demandeurs d'emploi en métropole, selon le ministère du Travail. Ces chiffres, qui passent sous 3,50 millions pour la première fois depuis janvier 2015,

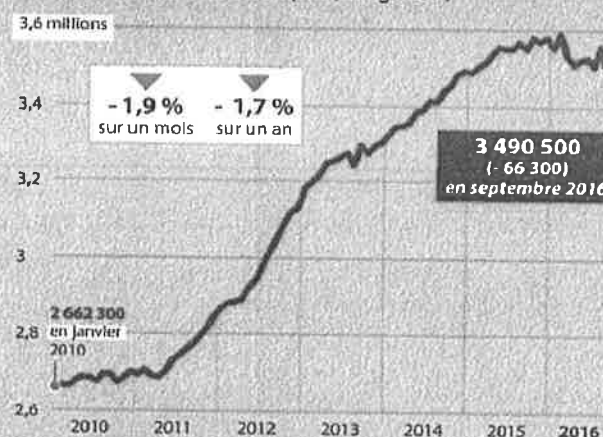
**L'embellie touche principalement les jeunes, avec une baisse de 5,3 % du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en catégorie A**

diminuent de 90 000 depuis le début de l'année (-2,5%) et de 59 500 sur un an (-1,7%). « Malgré des variations mensuelles parfois fortes, ce sont donc 10 000 personnes qui sortent chaque mois, en moyenne, de la catégorie A » de Pôle emploi (sans activité), a noté la ministre du Travail, Myriam El Khomri, dans un communiqué. La baisse de septembre fait plus que compenser la forte hausse enregistrée au mois d'août (+50 200, +1,4%).

En comptant l'Outre-mer, le chô-

## LE CHÔMAGE EN SEPTEMBRE

Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A)



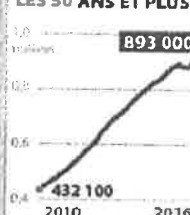
LES 15-24 ANS



LES 25-49 ANS



LES 50 ANS ET PLUS



Source : Dares

mage a baissé de -1,8%, pour un total de 3,75 millions de chômeurs. Les statistiques baissent aussi, mais moins, en incluant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité (-0,7%), à 5,48 millions en métropole, 5,78 millions en France entière.

L'embellie touche principalement les jeunes, avec une baisse de 5,3%

du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en catégorie A. Sur un an, il diminue de 7%. En revanche, la situation des seniors (50 ans ou plus) s'améliore à peine (-0,2%) et reste dégradée sur un an (+2,4%). Quant au chômage de longue durée, il reprend sa décrue (-0,3% sur le mois, -0,5% sur un an).

## IMMIGRATION

# Après la Jungle, calme et dignité

Pendant toute la semaine, 250 migrants issus du démantèlement de la Jungle de Calais pourraient être, au final, répartis dans dix communes de nos trois départements.

Quand ils descendent du bus, ils paraissent un peu égarés. Parkas, gros sacs, bonnets de laine... En tête d'un petit comité d'accueil, le directeur de l'Armée du Salut et la sous-préfète de Reims leur serrent la main, tout sourire. Ils sont vingt-neuf, vingt Soudanais, neuf Afghans... D'autres restent dans le bus, en partance pour Épinal... La scène se passe hier rue de Taissy, à Reims, siège du plus gros opérateur d'hébergement social de Champagne-Ardenne et le deuxième du Grand Est.

## Les maires accueillent la nouvelle avec des nuances

L'arrivée de ces migrants est l'aboutissement d'un long processus. L'Armée du Salut s'était portée candidate à la mi-juillet. Il y avait eu ensuite des concertations avec la direction marnoise de la cohésion sociale. Au printemps, l'association avait déjà accueilli des « migrants Merkel », dans le jargon migratoire appellation des réfugiés débarqués d'Allemagne. C'est dire si la structure et ses cinquante salariés sont roués à l'exercice. Les Soudanais et les Afghans arrivés hier, tous hommes et

Les Soudanais constituent la grande majorité (83 %) des migrants en provenance de la Jungle de Calais, devant les Afghans

jeunes, seront ensuite répartis dans des logements loués à des bailleurs sociaux, 19 à Reims même, une dizaine à Tinquex, dans la banlieue rémoise. Ils y resteront le temps que soient examinées leurs demandes d'asile. Au plus vite, la réponse peut arriver dans les sept mois. « D'ici là, ils apprendront le français, subiront des examens de santé, plongeront dans un bain culturel pour les familiariser avec leur nouvelle vie, leur nouvelle ville », explique le directeur Philippe Wattier (voir par ailleurs). Ainsi va le sort des migrants du Calais. Dont des dizaines d'autres sont arrivés ou arriveront cette semaine. Parce qu'ils arrivent tous les jours au compte-gouttes et par quantité variable, leur nombre n'est pas toujours simple à établir mais, au final,



## Aisne-Marne-Ardennes : 250 pour le moment

Sur les 250 migrants répartis dans nos trois départements cette semaine, 118 l'ont été ou le seront dans l'Aisne, 91 dans les Ardennes et 51 dans la Marne (notre carte). Lundi et hier, 45 sont déjà arrivés dans la Marne (16 à Sainte-Ménéhould, 29 à Reims) et 32 dans les Ardennes. Châlons-en-Champagne, Sézanne et Sainte-Ménéhould se préparent à en accueillir respectivement dix, cinq et dix autres aujourd'hui et les jours prochains. La répartition de ces personnes dépend de plusieurs facteurs : le nombre de places disponibles dans chaque département (sur propositions des communes ou des structures d'accueil) et le profil des migrants (célibataires ou en famille). La volonté du ministère de l'Intérieur est de rationaliser, donc de regrouper le transport de ces migrants selon la destination choisie.



Le directeur de l'Armée du salut et la sous-préfète de Reims Valérie Haisch ont accueilli hier 29 migrants à Reims.

## VERBATIM



**PHILIPPE WATTIER**  
Directeur  
de l'Armée  
du Salut à Reims

### « Gigantesque ! »

« À Reims, la capacité d'accueil de l'Armée du salut est de 470 places dont 88 rue de Taissy. Une trentaine de places ont été réservées aux migrants de Calais. Notre exigence est qu'il y ait un accord avec la commune d'accueil. Ça ne se fait pas contre elle. L'Armée du Salut pratique l'accueil inconditionnel, c'est-à-dire quelle reçoit tout le monde. En focurrence, c'est un travail énorme pour nos personnels. On ne le dira jamais assez mais les travailleurs sociaux des structures qui accueillent ces migrants font un boulot gigantesque de vérification, de montage et de suivi des dossiers. Nous ne le faisons pas dans un esprit militant. C'est notre travail. »

118 seront installés dans les quatre centres d'accueil et d'orientation (CAO) de l'Aisne (Laon, Merval, Essômes-sur-Marne, Croüy), 85 au maximum dans les quatre CAO de la Marne (Reims donc, Châlons, Sézanne et Sainte-Ménéhould) et 91 sur deux sites à Charleville-Mézières et Rimogne. Ici et là, les maires accueillent la nouvelle avec des nuances. Le premier, Boris Ravignon (LR) ne décolère pas contre une décision qui « bafoue l'expression claire des représentants de la ville » qui avaient refusé d'accueillir des migrants. Pragmatique, le jeune maire de Rimogne, Grégory Truong, a pris soin de prévenir ses concitoyens que l'accueil d'une trentaine de migrants « ne leur coûtera rien » et que le fonctionnement du CAO n'excèdera pas avril 2017. « Nous sommes un centre complémentaire pour désengorger Charleville, le cas échéant. Mais au train où vont les choses, il m'étonnerait qu'il en vienne autant. »

GILLES GRANDPIERRE

## ENTRE MEUSE ET BAS-RHIN, LE GRAND ÉCART

► Depuis lundi, début du démantèlement de la lande de Calais, 368 migrants ont été évacués vers les dix départements du Grand Est.

► La Meuse est celui qui en accueille le plus (86) et le Bas-Rhin celui qui en accueille le moins (6), guère plus que le Haut-Rhin (12) !

## LE CHIFFRE

**1 400** Le nombre de migrants de Calais qui devraient, à terme, être accueillis dans le Grand Est.

## LA PHRASE

« Théoriquement, la capacité de notre ancienne gendarmerie est de 36 places en dortoir. Mais il y aura probablement moins de migrants en fin de semaine. »

Grégory Truong, maire de Rimogne, dans les Ardennes



# 36 migrants sont arrivés hier soir à Crouy et à Merval

Deux Centres d'accueil et d'orientation (CAO) ont été créés dans le Soissonnais, à Crouy et Merval, pour héberger des migrants de Calais. Ils sont arrivés hier soir, en car.

Ils sont sortis du car en provenance de Calais peu avant 19 heures. Les 18 migrants afghans accueillis au Fasthotel de Crouy ont eu peu de temps pour déposer leur sac dans les neuf chambres réservées. Après un rapide examen médical, ils ont effectué leurs premières démarches administratives avec un représentant de la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) dans le hall de l'hôtel. La préfecture avait fait appel à un interprète. C'est la première étape pour la demande d'asile.

« Au Fasthotel de Crouy, il y a déjà des gens accueillis par le Samu social et ça se passe bien » Daniel Moitié, le maire



À Crouy, les premières démarches administratives avec la préfecture ont été effectuées dès hier soir.

Cet hôtel héberge un Centre d'accueil et d'orientation (CAO). Ceux qui sont arrivés hier dans cette commune proche de Soissons sont tous des hommes afghans. Aidés par l'association et encadrés par la préfecture, ils sont là pour faire une demande d'asile. Si celle-ci est acceptée, ils auront le statut de réfugié et sinon, ils devront quitter le pays. « Ils vont avoir un temps calme pour se reposer et se reconstruire », précise aussi Luc Chappéron, secrétaire général de la sous-préfecture. À Merval, les migrants accueillis hier soir le sont aussi dans un CAO.

Comme dans les autres centres, toute la prise en charge est assumée par l'État avec l'aide d'une association (Accueil et promotion à Crouy, Coallia à Merval). Ensuite, les communes peuvent décider d'apporter leur aide. Daniel Moitié, le maire de Crouy, a décidé de le faire. Il a fait appel à une enseignante retraitée de la commune, Anissa Laruc, pour donner des cours de français. « Il n'a appelé tout à l'heure, explique-t-elle. J'ai un peu de temps alors j'ai dit

oui. » Des livres, beaucoup de classiques de la littérature française, ont été déposés pour eux dans le hall de l'hôtel. Les possédant en double,

c'est la bibliothèque municipale qui les a fournis. Le maire veut aussi proposer aux migrants de jouer au football avec le club local.

Hier soir, leur arrivée s'est déroulée dans le calme, sans heurts. Daniel Molié ne s'inquiète pas pour la cohabitation avec la population. « Il

n'y a pas de craintes à Crouy. Ici, il y a déjà des gens accueillis par le Samu social et ça se passe bien. »

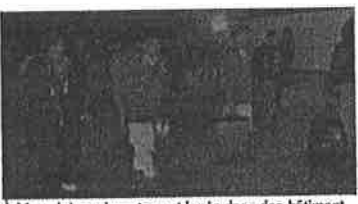
AMALIS GERBAUD

## Ils rêvent toujours du Royaume-Uni

Dix-huit migrants, trois Afghans et quinze Pakistanais sont arrivés dans le petit village de Merval, 90 habitants. Iqbal, 25 ans, explique venir de la région de Peshawar, dans le nord du Pakistan. « Je suis parti à cause des talibans et du terrorisme... », raconte le jeune homme. Je suis passé par l'Iran, la Turquie, la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie... Je suis resté huit mois dans la jungle de Calais ». Aujourd'hui, il se pose des questions sur les raisons de son « transfert » à Merval. « Il n'y a rien ici. Ce soir nous dormirons, et demain nous discuterons entre nous ». En effet, rejoindre l'Angleterre reste son ob-

jectif, et celui de plusieurs de ses compatriotes. « Ici, si tu n'as pas de papiers, personne ne te donne du travail ou un logement. Le Royaume-Uni, c'est différent parce qu'il y a beaucoup de Pakistanais là-bas. Je connais quelqu'un qui a réussi à y aller et il est heureux là-bas. » Un autre migrant, afghan, a le même projet car il dit avoir de la famille outre-Manche. Après 6 mois dans la jungle, il ne semble pas vouloir abandonner l'idée de rejoindre l'Angleterre. « Mais ils ne me laisseront pas faire », glisse-t-il en jetant un œil au gendarme qui se trouve près de lui.

RÉMI HAVYANIMANA



À Merval, les migrants sont logés dans des bâtiments modulaires.

ESSÔMES-SUR-MARNE

# Un premier bus de migrants est arrivé hier soir à la Collinette

Vingt-deux migrants venant de la jungle de Calais ont été accueillis mardi soir par Coallia. Une deuxième vague est attendue ce mercredi.

**M**ardi, vers 19 heures, le bus numéro 91 pénètre dans la propriété de la Collinette. Quelques minutes plus tard, 22 migrants en sortent. Selon les autorités préfectorales, ces hommes seuls sont de nationalités afghanes et soudanaises. Ce mercredi toutefois, un deuxième bus est attendu. Le sous-préfet Ronan Léaustic souligne que tous les centres d'accueil et d'orientation (CAO) de l'Hexagone se limitent à une quarantaine de personnes, un effectif idéal pour gérer au mieux ce vaste chantier engagé par tous les services de l'État sur la base du démantèlement de la jungle de Calais. Pour rejoindre le sud de l'Aisne, le bus a pris les autoroutes A 1, A 26, puis A4, de Reims à Essômes.

À la Collinette, les migrants ont été accueillis par les responsables de Coallia, la structure chargée de cet hébergement sur le sud de l'Aisne. Des fonctionnaires des services préfectoraux, des interprètes



Descendus du bus, les migrants ont été orientés vers la structure d'hébergement.

et même un médecin étaient aussi sur place, afin d'enregistrer ces nouveaux arrivants. L'arrivée s'est déroulée sans signe d'opposition particulier. Éric Brême, adjoint, représentait la municipalité. Celle-ci a cependant conscience que cette arrivée d'une quarantaine de per-

sonnes suscite quelques questions parmi la population. C'est pour cela qu'une réunion publique est prévue vendredi à 18 heures. Le bus a ensuite pris la direction du Soissonnais, pour déposer d'autres migrants à Merval.

MICHEL MAINNEVRET

# Les premiers migrants accueillis en Picardie

Hier soir, vingt migrants étaient attendus à Nogent, dix à Péronne. 28 arrivent aujourd'hui à Noyon.

**C'**est ce mercredi que 28 des migrants évacués de la Jungle de Calais doivent arriver dans deux résidences Coalia, à Noyon (Courrier picard d'hier). « Cet organisme, qui avait fait connaître sa capacité d'accueil, et le sous-préfet Ghyslain Chatel m'ont tenu informé de l'évolution du dossier », précise son maire socialiste, Patrick De-guise. Le gouvernement a souhaité le démantèlement du bidonville pour des raisons humanitaires et sanitaires. Je partage ce point de vue et on apporte notre contribution. »

Un maire qui s'empresse de préciser néanmoins qu'il s'agit d'hébergement provisoire. « Coalia est bien structuré pour accompagner ces migrants et examiner leur situation. Ils pourraient être redirigés vers des pays de leur choix : la France n'est pas leur destination favorite. »

**« Accueillir ces personnes fuyant les guerres et les persécutions, c'est avant tout répondre à un objectif humanitaire**

La préfecture

Les Républicains, par le truchement du Compiégnois Étienne Diot, s'étonnent du choix de Noyon. « C'est une circonscription déjà fragile, qui a de nombreux défis à relever en matière économique et sociale. » Pour sa part Michel Guiniot, le conseiller départemental FN, se dit outré : « Le maire a certainement dû donner son accord, mais les deux élus du canton de Noyon n'ont, eux, pas été avertis... »



Partis de Calais en bus, une soixantaine de migrants sont attendus dans l'Oise aujourd'hui.

Par ailleurs, une soixantaine de migrants doivent être hébergés à Beauvais, tandis que 50 sont attendus à Nogent-sur-Oise. Cette commune de 18 700 habitants s'apprêtait à accueillir, dès hier soir, vingt migrants en provenance de la Lande de Calais. L'annonce a été faite par la préfecture de l'Oise, qui souligne l'existence « de longue date » de structures d'accueil de migrants et de demandeurs d'asile dans cette cité. « Accueillir ces personnes fuyant les guerres et les persécutions, c'est avant

tout répondre à un objectif humanitaire, celui de leur mise à l'abri », a également indiqué la préfecture. Évoquant pour finir « la solidarité nationale ». Les migrants seront pris en charge (logement et aide sanitaire et sociale) dans un foyer Adoma pour demandeurs d'asile dont la destruction avait été retardée dans le contexte actuel. Ceux qui vont formuler une demande d'asile seront ensuite placés dans un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada), selon le dispositif en vigueur. ■

## UNE DIZAINE DE MIGRANTS À PÉRONNE

L'association saint quentinoise accueil et promotion a acheminé hier soir, vers 20 heures, une dizaine de migrants. Depuis plusieurs semaines, l'association travaillait secrètement avec la préfecture de la Somme pour préparer 4 appartements destinés à accueillir 18 hommes. Les 10 premiers sont arrivés hier. Les 8 autres devraient arriver ce mercredi. Leurs logements sont situés dans des appartements situés avenue Mac-Orlan à Péronne. L'arrivée des 10 hommes n'est pas passée inaperçue. De nombreux riverains sont sortis pour faire part de leur colère. Aucun élu ne s'est déplacé excepté Mathieu Huguet, conseiller municipal d'opposition (FN) qui est allé à la rencontre des habitants des immeubles. Une dizaine de migrants à Péronne. ■ VF